



FGTB
Ensemble, on est plus fort.



Monsieur le premier ministre, vous avez tout faux.

Non, décidément, les mesures de votre gouvernement ne passent pas dans la population.

Une fiscalité moins équitable ? NON

Nous entendons que vous envisagez une augmentation de la TVA, l'impôt le plus injuste puisqu'il touche avec la même intensité les pauvres et les riches. En réclamant un tax-shift, nous voulons une meilleure répartition de la fiscalité entre les revenus du travail et les autres sources de revenus, notamment en augmentant l'imposition des revenus de la fortune et en taxant les plus-values sur actions. Le déplacement de fiscalité doit rendre du pouvoir d'achat et entraîner la création d'emplois de qualité.

Un saut d'index ? NON

Le saut d'index ne pénalise que les salariés et les allocataires sociaux, il épargne les autres revenus. Le gouvernement prétend maintenir l'indexation des loyers, c'est-à-dire préserver les revenus des propriétaires et appauvrir les locataires. L'impact du saut d'index sera négatif sur la consommation. L'économie pour l'État sera quasi nulle. Le profit pour les actionnaires sera maximal. Même les employeurs sont sceptiques sur l'utilité du saut d'index et réclamaient des réductions du coût salarial plus directes et plus concrètes.

La disponibilité des RCC ? NON

C'est une mesure inutile et vexatoire. Beaucoup de prépensionnés auraient préféré continuer à travailler. En les obligeant à chercher du travail, vous les humiliez. En les forçant à retravailler dans des conditions de rémunération inférieures, vous les appauvrissez.

Les économies dans les services publics ? NON

Dans une démocratie, des services publics forts et accessibles à tous constituent un rempart contre la logique marchande. En imposant des coupes aveugles dans tous les services publics, même ceux qui rapportent de l'argent à l'État comme les Finances, en attaquant les statuts et en diminuant les effectifs, c'est au premier pouvoir d'achat des citoyens que vous vous attaquez.

Le démantèlement de la sécurité sociale ? NON

Les chômeurs sont les premières victimes des mesures actuelles. Les futurs pensionnés – tant du secteur public que privé – sont dans votre ligne de mire. À qui le tour après ? Une sécurité sociale fédérale forte doit garantir un revenu décent aux chômeurs, aux malades et aux pensionnés, ainsi que des soins de santé de qualité accessibles à tous.

Aucun plan de relance créateur d'emploi durable ? NON

La Belgique a besoin d'un véritable plan de relance économique pour sortir de la crise et non de mesures d'austérité qui ont démontré leur inefficacité dans d'autres pays européens.

La CSC, la FGTB et la CGSLB donnent rendez-vous à leurs militants

Place de la Monnaie, le 11 mars à 11h00.

Le moment est venu de rétablir la justice sociale et l'équité fiscale.